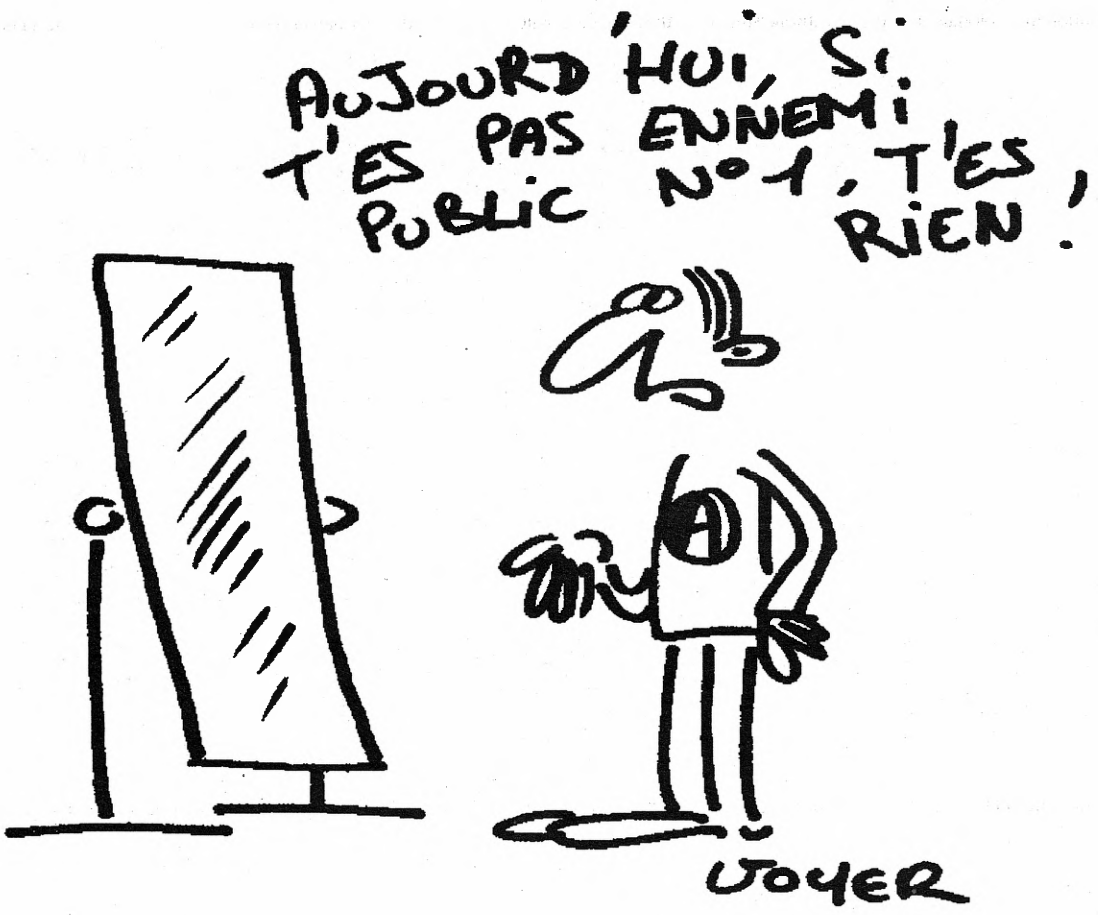
LA SEMAINE PROCHAINE
JEUDI 27 JUIN
PARUTION DE NOTRE
HORS-SÉRIE
NUMÉRO 6
D'ÉTÉ
ET D'UN SPÉCIAL
ANTI-PAPE

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA
ISSN 0026-9433
20 AU 26 JUIN 1996
N° 1048
10,00 F

MONTPELLIER : DES ANARCHISTES CIBLE DE LA RÉPRESSION

Y EN A MARRE !



Les anarchistes sont la cible favorite de la répression. A l'Est, à l'Ouest, en 1917, en 1938, en 1968, en 1996... ça commence à bien faire !

DE TOUT TEMPS, les anarchistes ont été la cible de prédilection pour la répression policière et judiciaire car ils sont les seuls à représenter un réel danger pour toutes les sociétés constituées en Etats. Ces dernières années, l'Europe a vu refleurir les groupes, groupuscules et autres autonomes se réclamant de l'anarchie. Le sud de la France semble une pépinière fructueuse de cette espèce d'individus et d'organisations que l'on a cru en voie de disparition pendant vingt ans... A Montpellier, un collectif d'individus et d'organisations relance les Journées libertaires et réinvente les manifestations culturelles et récréatives libertaires. Particulièrement actif, ce collectif dérange les bourgeois de la ville de tous bords politiques mais, par contre, attire d'anciens ou de nouveaux militants.

Et ça dérange encore plus, tout ce monde qui ouvre la bouche pour dire :

— De l'Etat, y en a marre !

Des politiques, y en a marre ! (Ça, ça peut encore se dire. Tout le monde le dit, d'ailleurs.)

De la prétendue justice, y en a marre !

Là, c'est devenu trop. Mettre en cause la justice, c'est très grave et puni par le Code (à moins d'être organisé au sein du Parti socialiste et de défendre ce pauvre Henri Emmanuelli, si honnête, si injustement condamné...).

C'est pendant le « printemps de décembre » 1995 que l'histoire se complique, lorsque les jeunes — et les moins jeunes — se sont retrouvés dans les rues de France pour hurler ensemble : Y en a marre... Marre ! A Montpellier, les jeunes étaient nombreux et énervés, les CRS étaient presque aussi nombreux, et vous savez comment ça se termine. Dans l'ambiance, les uns lancent des grenades, les autres des pavés, des vitrines volent , des chaises brûlent... Les forces de répression embarquent ceux qui ne courent pas assez vite, au hasard, et d'autres (sans hasard aucun) qui, bien qu'éloignés de la mêlée, ont eu le tort ce jour-là de promener leur tête un peu trop bronzée à portée de main de la police.

Mais à Montpellier, on a appris à s'organiser. Des réseaux existent. Un comité de soutien voit rapidement le jour, des fonds sont collectés pour sortir les malchanceux qui sont tombés entre les mains des juges assoiffés de justice... Les peines de prison tombent comme un couperet, sur 21 inculpés, 18 sont condamnés à des peines d'emprisonnement de deux à douze mois fermes, du jamais vu... Comparution immédiate pour la plupart. En appel, les peines sont confirmées ou aggravées, jusqu'à dix-huit mois, ça devient de l'acharnement judiciaire... Peines disproportionnées par rapport aux faits reprochés. Dix-huit mois de la vie d'un homme pour quelques

(Suite p. 2)

T 2137 - 1048 - 10,00 F

LYON : ACTIVITÉS FA POUR LA SEMAINE DU G7

JEUDI 20 JUIN - 21 H
débat sur la
MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE
au *Café libertaire*
librairie La Plume Noire
19, rue Pierre-Blanc (entrée par l'allée),
La Croix-Rousse

VENDREDI 21 JUIN - 21 H
concert avec le groupe *A Brûle pourpoint*
à la librairie La Plume Noire

22 JUIN

MANIFESTATION ET MEETING

A l'occasion de la tenue du G7 à Lyon, la Fédération anarchiste appelle à la manifestation qui aura lieu le 22 juin.
Les libertaires manifesteront pour réaffirmer la nécessité et la possibilité d'une transformation révolutionnaire et libertaire de la société.
• MANIFESTATION à 15 heures devant la Manufacture des Tabacs.
• MEETING à 18 heures à l'Espace Saint-Georges Communication (ex-CEP), 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon.

23 JUIN

RÉUNION INTERNATIONALE

A l'occasion de la tenue du G7, une réunion internationale se tiendra le 23 juin, à partir de 9 h, à l'Espace Saint-Georges Communication (ex-CEP), 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon.

A l'ordre du jour : *les réalités locales des luttes*, *la mondialisation du capitalisme et la réorganisation consécutive des Etats* et *les perspectives du mouvement anarchiste*.
Toutes les organisations anarchistes présentes dans les luttes sont invitées à venir dialoguer et à échanger leurs points de vue sur ces questions, dans l'optique d'une redynamisation de nos pratiques internationales.

NOTRE DERNIÈRE AFFICHE

En noir et rouge, format 45X72. 5 F l'unité et 50 F les 50 (port compris)

Y en a marre !

(Suite de la « Une »)

vitres et marchandises. Pendant les débats, la « justice » s'en prend aux individus, leur reproche d'être des « exclus », des chômeurs qui n'avaient rien à faire dans les défilés des honnêtes travailleurs, des étudiants justement inquiets pour leur avenir. Les inadaptés que cette société a elle-même fabriqués dérangent, quelques mois au placard leur fera le plus grand bien... Jetez-moi tout ça en prison et qu'on n'en parle plus.

Manque de pot, à Montpellier, on a pris l'habitude de parler, le Comité de citoyens libres, ne se tait pas. Il parle et reparle de cette injustice flagrante. Il écrit aussi, beaucoup trop au goût des juges qui s'énervent, et par un petit matin de mai perquisitionnent et embarquent sur commission rogatoire, et assez brutalement, pour quelques heures, neuf personnes soupçonnées d'appartenir au comité.

Trois sont maintenues jusqu'au soir au commissariat. Le juge cherchait les têtes de ce comité, les têtes qui pensent et qui écrivent, des têtes à couper pour que le mouvement cesse. Ils ont saisi des papiers, les mêmes qu'ils auraient saisis chez chacun de nous, car nous sommes tous impliqués dans cette action, et nous sommes 8 000 à avoir manifesté notre accord et notre soutien à la lutte du comité. 8 000 têtes vont-elles tomber ? Que non ! Les trois têtes visées, qui sont-elles ? Vous avez deviné, des têtes plutôt anars, bien sûr ! Quand je vous le disais que les anarchistes sont une cible de choix. Ce n'est pas ça qui va nous empêcher de crier encore plus fort : Y en a marre !

Marre de cette mascarade de justice, de liberté, d'égalité, de fraternité !

Marre que l'on arrête les humains dans la rue sur leur faciès, qu'on leur fasse un semblant de procès pour mieux les reconduire vers leur prétendu pays d'origine.

Hé, le juge ! Quand tu nous auras tous perquisitionnés et mis en examen, voire emprisonnés, pour délit d'opinion, dans quel pays nous reconduiras-tu, nous qui, étrangers à ce monde de marchandise et de barbarie, sommes sans patrie et sans frontière ? Tes menaces d'intimidations, qu'en bon gardien du capital, tu brandis vers nous nous reconduiront toujours vers ce monde nouveau fraternel et libertaire que nous avons dans la tête et dans le cœur, ce monde nouveau que nous nous évertuerons toujours de construire.

JACINTE

« Mots et Musiques », Edito et Radio Libertaire présentent
dimanche 23 juin
17 h 30
SERGE UTGÉ-ROYO
au théâtre Trévise
rue Trévise, 75009 Paris.
Entrée : 80 et 100 F.
Réservations au : 43.84.70.04.

MONTPELLIER
1ER ANNIVERSAIRE (AVEC APÉRO)
DE L'ANTRE ANAR
JEUDI 20 JUIN À 19 H,
AU 5, RUE JEANNE-D'ARC.

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays.....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

ACADÉMIE DE NANCY-METZ

Non au CAPES de religion !

Les fédérations départementales de Moselle, de Meurthe-et-Moselle et des Vosges de la Libre Pensée ont eu confirmation par le recteur M. W. Marrois, à l'occasion d'une délégation reçue au rectorat de l'Académie de Nancy-Metz le 24 mai 1996, de l'exigence formulée par les autorités religieuses concordataires d'Alsace-Lorraine (les représentants des religions catholique, juive, protestante) de la création d'un « CAPES d'enseignement religieux ».

La Libre pensée appelle toutes les organisations laïques, tous les défenseurs de l'école publique et laïque, de la laïcité de l'Etat et ses institutions, à se mobiliser pour dénoncer et empêcher la mise en place d'un concours national pour l'enseignement des religions dans l'école publique.

Alors qu'on s'apprête à licencier des milliers de maîtres auxiliaires dans les disciplines d'enseignement, ce projet vise à faire entrer les croyances religieuses dans les programmes nationaux. A cette éventuelle mesure, s'ajoute le fichage informatique des religions des élèves (cf. Décret et arrêté du 22 septembre 1995). Toutes les conditions seraient donc réunies pour une extension du Concordat.

Tous ensemble, nous devons multiplier les initiatives (prises de position, délégations, lettres ouvertes, lettres de protestation au ministre, aux préfets, aux recteurs, manifestations...), afin de nous opposer à ce projet.

LIBRE PENSÉE
(Nancy, le 24 mai 1996)

Pour toute correspondance :
— Libre Pensée de Moselle c/o J. Arias, 35 place de Chambre, 57000 Metz ;
— Libre pensée de Meurthe-et-Moselle c/o R. Claudon, 27, rue de Malzéville, 54130 Dommartemont ;
— Libre pensée des Vosges c/o B. Mirgain, 32, rue du 149e R.I., 88000 Epinal ;
— Libre pensée du Bas-Rhin c/o H. Haar, 10, rue des Planches, 67000 Strasbourg.

MOBILISATION ANTI-PAPALE EN NORMANDIE

La laïcité en danger

Deux milliards de centimes prévus ce jour pour la visite du pape en France en septembre 1996

La loi de séparation des Eglises et de l'Etat du 9 décembre 1905 interdit tout financement public des Eglises et de leurs activités, ainsi que toute ingérance religieuse dans le service public.

Au mépris de cette loi, il s'est créé une association qui regroupe les autorités reli-gieuses, l'Etat, les collectivités publiques, pour commémorer le prétendu 1 500e anniversaire du baptême de Clovis. Des fonds publics vont être utilisés pour un événement religieux : la visite du pape en Bretagne, en Vendée, à Tours et à Reims.

Le climat actuel est le retour au cléricalisme (doctrine politique prônant la participation active de l'Eglise à la vie sociale et politique, cf. dictionnaire), le retour de l'ordre moral. L'église catholique s'immisce de plus en plus dans les affaires publiques (commandos anti-IVG, sabotage de la campagne anti-SIDA...) et ceci avec la complicité d'élus politiques : déclarations de Chirac lors de sa visite au Vatican, messe officielle à l'occasion des obsèques de Mitterrand retransmise par les médias.

Pour la défense de la laïcité, contre le financement public de la visite de Jean-Paul II, contre le cléricalisme, les organisations suivantes : Groupes de Dieppe et de Rouen de la Fédération anarchiste, Libre pensée (76), Union rationaliste (Rouen), CREAL

(Caudebec-Duclair), TRANS 76, Libre pensée (27), CNT (Interco 76), Ligue des droits de l'Homme (section Elbeuf), CREAL (Pays de Bray), Ecole émancipée, ICEM, vous invitent à un **meeting laïque, le samedi 22 juin 1996 à 16 h, à la Halle aux Toiles, à Rouen.**

Venez discuter, vous informer des initiatives qui seront prises lors de la visite du pape en septembre et vous y associer.

(Lire « Les Eglises, un danger d'actualité » en page 8.)

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1er trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

BILLET D'HUMEUR

L'orphelinat

Peu de corps de métier peuvent se vanter d'avoir poussé les valeurs du mouvement ouvrier jusqu'à avoir monté un orphelinat mutualiste ; c'est pourtant le cas chez la police. Quel bel esprit... d'entraide.

Mais aujourd'hui l'orphelinat déborde. En effet, si l'année 1995 aura été le millésime « Lutte des classes », l'année 1994 aura été le millésime « Flics en moins ». C'est plus de 900 familles de policiers qui auront été touchées par un décès, nous apprend un de leur « charmant » prospectus.

Sans m'attader sur la définition précise de ce que doit être une famille de policier (un père flic, une mère contractuelle, un chien policier, deux ou trois futurs keufs), je remarque l'argumentation utilisée : « Lorsqu'un policier perd la vie pour protéger la nôtre [et préserver notre sécurité], il est moralement impossible d'abandonner ses enfants...

Sans doute que lorsqu'un vulgaire ouvrier perd la vie dans un accident du travail, il est moralement beaucoup plus facile d'abandonner ses enfants. Il est vrai que leur père aura eu le tort de ne pas risquer sa peau au service de ceux qui ont tout, en réprimant ceux qui n'ont rien.

Enfin, lorsque l'orphelinat se targue d'avoir offert à ses orphelins la possibilité de s'épanouir et de réussir dans leur vie, il s'arroge une responsabilité qu'il n'a pas. Il conviendrait sans doute plutôt de remercier tous ceux qui, en supprimant ces parents douteux, auront sauvé ces enfants d'un cadre de vie délétère, entre le Pen et Kronenbourg.

L'ATÈLE (le 15 juin 1996)

SHOW MÉDIATIQUE

La mascarade du Sidaction 96

LA PANDÉMIE DU VIRUS du SIDA atteint en 1996 des proportions affolantes : les estimations portent à vingt-cinq millions le nombre de personnes porteuses du virus dans le monde (dont 90% dans les pays en voie de développement) et à six millions le nombre de personnes ayant déclaré la maladie et dont étant décédées de maladies opportunistes qui profitent du dysfonctionnement de l'immunité du ou de la malade pour s'installer et se développer. Dans l'Hexagone et aux DOM-TOM, les estimations évaluent à 300 000 le nombre de personnes séropositives et à 40 000 le nombre de décès depuis le début de la maladie.

Malgré ces constats quantitatifs inquiétants, jeudi 6 juin, sur toutes les chaînes de télévision, celles et ceux qui ont ouvert leur poste ont sans doute été témoins d'un étrange spectacle. La charité publique était interpellée ce soir-là pour sortir le carnet de chèques ou la carte bancaire et pour allonger la monnaie à l'intention des bonnes œuvres du SIDA. Je vous passe les détails sur la crème des représentants du monde médiatique (sport, chanson, cinéma, série TV...) et de la bonne morale qui émanait de leurs discours ; morale accentuant l'image d'un SIDA de victimes innocentes (enfants, hémophiles) et d'un SIDA de victimes coupables (homosexuels, lesbiennes, toxicomanes, hétérosexuels « infidèles »...).

L'homosexualité, dont le sujet n'était pas prévu dans le programme de la soirée, a cependant été abordée par Christophe Martet d'Act up-Paris, qui a souligné le surréalisme du show télévisé, et qui a rappelé qu'en France les 600 enfants touchés par le virus ne doivent pas faire oublier que 40% des malades sont homosexuels et que 40% sont toxicomanes.

La toxicomanie n'a, quant à elle, été réellement abordée que tard dans la nuit, pour rappeler que le risque de contamination existe par le partage de seringues mais aussi par celui du matériel utilisé pour préparer le produit de consommation (cuillère, coton, filtre, dose préparée).

La transmission materno-fœtale a également été évoquée.

La superficialité des informations et des débats télévisés était la partie immergée de l'iceberg. En effet, en parallèle à cette émission, le numéro vert de **SIDA Info Service (05.36.66.36),** qui est une structure d'accueil téléphonique et qui permet un accès gratuit (et sans tabou car anonyme) à l'information sur les différents stades de l'infection au VIH, sur les différents modes de transmission du virus, sur les modalités du test de dépistage, sur les traitements... bref, sur le vent, le soleil et la pluie. Ce numéro vert a tout simplement été saboté, mis en quarantaine (en sidatorium ?) par Cavada, chef d'orchestre de l'émission, au profit de la réclame incessante pour l'envoi de l'argent.

La prévention, l'écoute, la dénonciation des différentes politiques des pouvoirs publiques, l'appréciation d'un art activiste... sont quelques-uns des nombreux moyens de lutte contre le retour de l'ordre moral et de ses « vrais valeurs » et contre l'exclusion ; la recherche scientifique, qui nécessite un financement pour trouver un vaccin et des traitements pour soigner l'infection, en est un autre.

Les coulisses de la grand'messe du Sidaction 96 ont prouvé que la résistance physique à l'infection virale et pathologique et que la résistance psychologique des personnes porteuses du VIH étaient inégalitairement considérées : la crise sociale actuelle du SIDA ne fait qu'accentuer cette observation.

ANNE
(Rennes)

Quatre jours après le Sidaction la France expulse un sidéen

Atman Khader, algérien, séropositif, s'est vu refuser à sa sortie de prison une assignation à résidence et se trouve au centre de rétention de Vincennes depuis le 8 juin. L'appel déposé par son avocat n'étant pas suspensif, Atman Khader risquait d'être expulsé vers l'Algérie dès le lundi 10 juin et d'être ainsi séparé de sa femme et de son enfant.

L'Etat français n'hésite pas à expulser une personne atteinte d'une pathologie grave vers un pays où elle ne peut être soignée, faute de traitements accessibles et d'infrastructures sanitaires adaptées. Il n'hésite pas non plus à priver un homme malade de la présence de sa femme et son enfant, pourtant indispensable à son équilibre. l'examen des situations au cas par cas par les préfets, comme l'a annoncé Philippe Douste-Blazy au cours de la soirée Sidaction, ne produit aucun effet. La politique du gouvernement est délibérément et massivement répressive, au prix d'expulsions qui équivalent à de véritables condamnations à mort.

Act up-Paris a exigé l'arrêt immédiat de la procédure d'éloignement déclenchée à l'encontre de cette personne.

Act up-Paris exige que les personnes étrangères atteintes de pathologies graves soient déclarées inexpulsables et qu'un titre de séjour avec autorisation de travail et accès aux droits sociaux leur soit délivré.

ACT UP-PARIS

CANNABIS

Quand la gauche fume, elle oublie !

Cette année, le CIRC s'est vu interdire son traditionnel rassemblement cannabique à La Villette (Paris), organisé dans le cadre de l'« Appel du 18 Joint ». Dans le ML n° 1047, un communiqué de celui-ci appelait néanmoins à participer, le 16 juin, date retenue pour cette célébration, au rassemblement entrepris par l'association CHICHE et les Jeunesses socialistes (MJS).
Lors de ce rassemblement, le groupe FA de Nantes — particulièrement impliqué sur le sujet — a distribué le tract ci-dessous, pour rappeler certaines réalités politiques et cannabiques.

Accablé de difficultés financières et judiciaires, le CIRC n'a pu organiser cette année un nouvel « Appel du 18 Joint », rassemblement d'ailleurs interdit par la Préfecture. C'est un nouveau coup porté contre le CIRC, qui a eu le mérite de diffuser de l'information autour du cannabis et d'impulser une auto-organisation des cannabinophiles contre la répression et l'ordre moral.

Aujourd'hui, les jeunesses du Parti socialiste tentent de sauver le CIRC (?) et surtout de récupérer ses sympathisants en organisant un rassemblement, le 16 juin, sur le même sujet.

Mais que les socialistes ne se fassent pas d'illusions, les 200 000 personnes enfermées durant des mois dans les geôles françaises (et leurs amis), les millions d'usagers maintenus dans la clandestinité en fumant des produits « dégueulasses » tout en entretenant une mafia internationale, ne peuvent pas oublier les dix ans de politique socialiste en matière de drogues.

Sur tous les terrains, les sociaux-démocrates ont montré leur vrai visage : respect de l'ordre moral et du capitalisme, lois anti-immigrés avec les charters de Cresson et la répression du droit d'asile, les lois Joxe, le chômage et l'exclusion sociale... Seules la coordination et l'auto-organisation de nos luttes peuvent nous permettre d'en maîtriser le déroulement et les finalités que ce soit contre les lois liberticides ou dans la lutte pour la légalisation. Nous n'avons donc rien à voir avec ces politiciens qui tentent de se refaire une belle image une fois dans l'opposition, en attendant de reprendre le pouvoir.

Non à la criminalisation des usagers. Légalisons les drogues. Légalisons la vie !

GROUPE de NANTES
de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

N.B. : Vous voulez en savoir plus : une brochure, *Drogues, le débat censuré. Logique d'Etat et libertés individuelles*, est disponible contre 25 F (chèque à l'ordre du *Farfadet*) auprès de la **FA c/o Le Local, 16, rue Sanlecque, 44000 Nantes.**

CHRONIQUE DE LA SOLIDARITÉ

La campagne pour la réintégration de Malika dans ses fonctions au Prisunic de Saint-Ouen s'amplifie ; plusieurs rassemblement sont en ce moment organisés par le Comité de soutien, la CGT et la CNT devant divers établissements du groupe François Pinault avec distribution de tracts et prises de parole. Le rendu du premier jugement sera connu le 21 juin ; afin de faire le point sur les initiatives et, si les décisions du tribunal sont défavorables, préparer l'activité pour le second semestre, le Comité de soutien se réunira le 27 juin, à 18 h 30, à la **Bourse du travail de Saint-Ouen, 30, rue Ambroise-Croizat.**

Lorsque ce présent numéro du *Monde libertaire* sera sous presse, nous connaîtrons les conclusions du référé prud'homal demandé par le Syndicat des transports CNT de la région parisienne contre la Comatec qui a licencié douze membres de la CNT. Les prétextes invoqués pour ces renvois par la direction sont sans consistance aucune, en particulier des constats d'huissiers fallacieux dont il a été facile de démontrer le caractère totalement artificiel.
En droit strict, affirment les avocats des plaignants, tous les licenciements devraient être annulés. Pourtant, il est vraisemblable que des pressions diverses s'exercent sur le tribunal. Le Comité de soutien examinera durant la semaine le verdict du tribunal.
Comité de soutien aux licenciés de la Comatec c/o CNT-Transports, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

Le Bureau de vérification de la publicité met son veto à une pub d'Amnesty

Le Bureau de vérification de la publicité (BVP) a **rendu le 30 mai 1996 un avis** négatif sur le film TV **d'Amnesty International dénonçant** les violations **des droits de l'Homme en Chine.**

Ce film de 58 secondes appellait à une manifestation **le 4 juin 1996,** date anniversaire du **massacre de la place** Tiananmen (4 juin 1989), **pour exprimer notre** solidarité avec le peuple chinois qui, aujourd'hui encore, est victime de la répression.

L'avis du BVP estime que ce film :

1) « *Ne* [...] *paraît pas pouvoir être considéré comme un message d'intérêt général* [...] ;

2) *...paraît être de nature à jeter le discrédit sur le gouvernement en exercice d'un Etat étranger ayant établi des relations diplomatiques avec d'autres Etats* ;

3) *...paraît être de nature à être jugé contraire aux dispositions de l'article 5 du décret du 27 mars 1992, votre projet contenant des éléments de nature à choquer les convictions politiques des téléspectateurs.* »

L'article 5, dont il est fait référence, spécifie que « *la publicité ne doit contenir aucun élément de nature à choquer les convictions religieuses, philosophiques ou politiques des téléspectateurs* ».

Amnesty International est très préoccupée par cet avis. Si cela devait constituer une jurisprudence en la matière, Amnesty International serait interdite de tout recours à la publicité. Il est en effet dans notre objet même de donner toute publicité à d'éventuelles violations des droits de l'Homme telles que torture, arrestation et emprisonnement pour des motifs politiques ou religieux, exécutions extrajudiciaires ou traitements inhumains et dégradants. Il est dans la mission d'Amnesty d'informer le plus largement l'opinion publique et d'interpeller au besoin les autorités responsables. L'avis du BVP entraîne, de fait, une quasi-censure.

Il y a des précédents. En octobre 1990, le CSA s'était opposé à la diffusion d'un film publicitaire dénonçant les violations flagrantes et massives des droits de l'Homme dans plusieurs pays, dont le Maroc, au motif que « *la présentation à l'image de visages des chefs d'Etats en exercice et de personnalités politiques du monde contemporain est de nature à choquer les convictions philosophiques, religieuses ou politiques de certains téléspectateur* ». Le film n'a en conséquence pas pu être présenté à l'écran.

Les faits auxquels Amnesty se réfère dans ses publicités, notamment concernant les massacres de la place Tiananmen et la répression qui continue aujourd'hui, sont des faits avérés. Amnesty ne prend jamais parti, ni sur le plan politique, ni sur le plan religieux. Elle s'adresse aux autorités constituées avec respect et impartialité.

De plus, pour tenir compte des premières réactions du BVP, Amnesty a décidé de ne pas citer nommément les responsables de la répression en Chine, ni même les autorités politiques responsables. La réaction du BVP nous en paraît d'autant plus abusive.

AMNESTY INTERNATIONAL

DEUX NOUVELLES BROCHURES

« L'ANARCHISME AUJOURD'HUI »
Un projet pour la révolution sociale
Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste
éditions du Monde Libertaire (Paris) - éditions Alternative Libertaire (Bruxelles), printemps 1996. 48 pages. 20 FF (100 FB).

ALTERNATIVE LIBERTAIRE
n° 185 (juin 1996)
« DOSSIER DROGUES »
64 pages. 20 FF (100 FB).

En vente à la librairie PUBLICO, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Internet : libertaire ou totalitaire ?

SURFER À TRAVERS les frontières, rencontrer des personnes du monde entier, discuter au sein de forums internationaux où tous les individus seraient considérés à égalité, et même mettre en place la démocratie directe : cette présentation d'Internet peut faire rêver plus d'une/d'un anarchiste. Allons plutôt voir derrière le masque publicitaire ce qu'est ,ce que devient, ce que pourrait être le réseau des réseaux. Pour cela, voici quelques réflexions sur la structure: matériel, organismes, protocoles qui permettent le fonctionnement du net et le contenu de ce que certains appellent le village global.

La structure : pour permettre des échanges de textes, d'images et de son, Internet est composé d'ordinateurs, de câbles, utilise des réseaux téléphoniques, des satellites et nécessite la présence de quelques organismes. L'accès au réseau a donc un coût non négligeable puisqu'il faut pour le particulier se munir d'un ordinateur, d'un modem, d'une ligne téléphonique (environ 10 000 F d'investissement). C'est ainsi qu'après avoir été limité aux seuls universitaires et militaires, Internet s'ouvre, non pas au monde, mais aux classes moyennes et aisées des pays les plus riches. Des études montrent qu'en 1995 les trois quarts des lignes téléphoniques sont détenus par 15% de la population. En 1996, 60% des ordinateurs reliés à Internet appartenaient a des américains. Et une enquête montre que les familles possédant un ordinateur ne représente que 4% à 8% des revenus annuels inférieurs à 10 000 $ alors qu'elles représentent 60% à 65% de celles qui disposent de plus de 75 000 $ par an (1). Même si Internet ne possède pas de centre, tous les ordinateurs (et donc les individus) ne sont pas au même niveau. L'information qui circule sur le réseau ne passera pas par le particulier relié à un fournisseur d'accès, mais par des organismes continentaux ou mondiaux qui connectent les fournisseurs d'accès et les réseaux nationaux ou supranationaux entre eux. La censure, l'espionnage et plus généralement le contrôle d'Internet ne peut donc être que la chasse gardée des Etats. Quand deux individus dialoguent sur Internet, ils se présentent par des adresses qui ne disent pas grand chose : *X@lieuY*. Cela provoque l'extase de certains intellectuels : un étudiant peut échanger des idées d'égal à égal avec une haute autorité (quelle rébellion !) (2). Mais qui peut croire que cela amènera une plus grande égalité ne serait-ce qu'au sein des connectés ? Une fois les ordinateurs éteints, professeurs et élèves reprennent leur rôle au sens hiérarchique du terme. Cette normalisation (numérotation même) des individus sur le réseau n'habituera que plus Monsieur Boncadre, Madame Bonneménagère et enfants sages à vivre dans un moule, aggravant ainsi la marginalisation de cert(ains/aines). Les connections individuelles se font par le biais d'un fournisseur d'accès. Cela a plusieurs conséquences. Tout d'abord, les lignes téléphoniques sont utilisées. Le contexte actuel de démantèlement du service public en France, plus généralement la mondialisation de la concurrence et les critères de convergence de Maastricht font craindre le pire. Les petits usagers payant pour les plus gros, qui pourra encore s'offrir les communications des autoroutes de l'information ? Ensuite, pour attirer leurs clients ces fournisseurs d'accès proposent des services en plus. Ils passent des accords avec des magazines (*Times* par exemple), proposent des informations en Français (Infonie) etc. Voila comment certaines informations ne sont pas accessibles a tous les internautes. L'information payante fait sont entrée en piste...

Le contenu : c'est ce qui circule sur Internet. Actuellement, il correspond à tout ce que l'on peut trouver dans les pays occidentaux. Pourtant certains présentent le réseau comme un repère de nazis, de pédophiles... Le prétexte pour la censure est trouvé. Deux amendements viennent donc d'être proposés aux sénateurs. Leur but est de contraindre les fournisseurs d'accès sur deux points. Premièrement : interdire l'accès à des sites et groupes de discussions recensés sur une « liste noire » établie par le conseil supérieur de la télématique qui serait rattaché au CSA. Quand on voit ce que les lois Pasqua, Toubon provoquent comme amalgames avec le terrorisme, on peut se demander si les serveurs de soutien aux immigr(é/ée)s, anarchistes ne seront pas parmi les premières victimes de cette liste noire. Deuxièmement : fournir aux parents des logiciels leur permettant de choisir ce que leurs enfants auront le droit de faire sur Internet (et l'on entend dire que l'autorité parentale se perd !). Bien sûr, ces mesures ne sont pas sérieuses techniquement : il suffira de changer le nom des serveurs, groupes de discussions censurés, ou alors de passer par un ordinateur qui est relié à Internet sans passer par un fournisseur d'accès. Cependant, une fois de plus les gouvernements, auront montré du doigt les individus peu fréquentables parmi lesqu(el/elle)s... Si la censure n'est donc pas pour demain sur Internet, par contre l'invasion commerciale du réseau arrive à grands pas. De plus en plus d'entreprises disposent d'un serveur sur le WEB. De la visite de votre hôtel de vacances à l'achat de votre futur enfant tout est possible. On peut aussi noter l'apparition de livres expliquant aux entrepreneurs qui en seraient restés au Minitel comment « *faire des affaires sur Internet* ». La/ le cyberconsoma(trice/teur) est d'abord sédui(te/t) par de jolies photos, films, sons. Mais comme la société marchande n'est pas en panne d'imagination, les techniques de ventes sur Internet sont plus étudiées que jamais. Tout d'abord pour avoir des informations sur une personne qui se connecte sur un serveur, il lui est demandé de se soumettre a un questionnaire : nom, âge, domaines d'intérêts qui la suivra dans tous ces déplacements sur le réseau. En pratique 97% des personnes confrontées a ce genre de questionnaire ne répondent pas. *Playboy* a trouvé la parade : offrir à ceux qui le remplissent un accès exclusifs aux « bonnes » pages de *collège girl* (voila comment on récompense le consommateur docile). Une fois l'internaute identifi(ée/é), certains serveurs suivent minutieusement ses déplacements sur le réseau pour cibler au maximum ses intérêts, ce qui permet entre autres de lui proposer des marchandises personnalisées, d'encourager ses visites fréquentes sur certains sites... (3)

L'ensemble des points que je viens d'évoquer sont liés à Internet. Pourtant le but de cet article n'est pas de remettre en cause le réseau lui même, soit la communication entre individu à travers des ordinateurs. Il existe d'ailleurs de nombreux sites et groupes de discussion intéressants (4). En Italie, dès l'automne 1992, l'utilisation du réseau ECN (European Counter Network) a permis, lors des révoltes antisyndicales, aux autonomes, les comités de base de l'école, les syndicats alternatifs et autonomes de se fixer des rendez-vous, de se passer leurs idées ou de rendre public les événements les plus importants (5). Je me demande aussi comment aurait pu évoluer les grèves de décembre 1995 si nous avions, via Internet, pris les décisions sur la suite du mouvement sans attendre que Viannet, Blondel, Notat et Juppé le fassent a notre place. Cependant, ce côté libertaire du réseau sert aussi à vendre une pseudo-liberté, une pseudo-égalité, un pseudo-internationalisme, une pseudo-démocratie directe (essayez de vous faire entendre auprès de Clinton : *president@whitehouse.gov*). Et dans un monde de pensée unique, de chaîne unique, de dictature démocratique cela risque de bien se vendre.

Pour l'instant, Internet n'est donc qu'une reproduction de plus du système capitalo-patriarcal. Notons, par exemple, que les utilisateurs (et un tout petit peu « ...trices ») sont à 75% des hommes (6). Mais il reste aussi pour nous un terrain de luttes si nous voulons garder les quelques libertés, moyens d'organisation qu'il nous donne.

PASCAL

Notes

(1) Chiffres tirés des « Marchands du cyberspace », Dan Schiller, *le Monde diplomatique*, mai 1996.

(2) In *Le livre d'or Internet*, Richard J. Smith et Mark Gibs, Sybex, février 1995.

(3) Voir « La pub sur la piste des internautes », Nicole Penicaut, *Libération* du 17 mai 1996.

(4) En voici une liste de très loin non exaustive : archives et bibliothèques électroniques sur l'anarchisme spunk press (http://www.cwi.nl/people/jask jansen/spunk)
Anarchy archive (http://www.miyazaki-mic.ac.ip/faculty/award/anarchist_aechive/archivehome.html),
contacts anarchistes en Irlande (http://www.geocities.com/capitollhill/2419/),
aux USA (http://www.cs.utah.edu/~galt/revolt.html),
ou encore feminism activsm (http://www.clark.net/pub/s-gray/feminism.html),
l'EZLN (http://scos.swarthmore.edu/~justin/docs/ezln/ezln.html),
la CNT (http://www.altern.com/cnt).

(5) Tiré de « L'Europe a ses réseaux », *Mordicus* n° 9 avril 1993.

(6) Chiffre tiré de « Qui t'es toi internaute ? », *Libération* du 31 mai 1996.

INTERNET

TABLE RONDE
Samedi 29 juin,
de 11 h 30 à 14 h 30,
dans l'émission
LES CHRONIQUES REBELLES.

Envoyez vos questions, vos réflexions à *Chroniques rebelles*, Librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

FORUM-DÉBAT
Samedi 29 juin
16 h
à la librairie du Monde Libertaire.

OLÉRON

Bonaventure : portes ouvertes sur une pédagogie de l'autogestion

Samedi 8 juin, les enfants, professionnels et animateurs de cette république éducative accueillirent une cinquantaine de personnes, curieuses des travaux et du fonctionnement pédagogique.

A partir de la présentation d'une exposition-photos relatant leur séjour à la neige, les enfants expliquèrent leurs journées de travail, leurs activités. Et puis, comme toujours autour d'un verre de vin, les parents discutèrent de l'intérêt d'une éducation alternative. Des parents en recherche d'une autre scolarité, des enseignants curieux, des membres de familles de petits bonaventuriers vinrent se frotter à la différence.

L'objectif de cette journée — en dehors de sa convivialité — fut de mieux connaître les pôles d'intérêt des personnes en sympathie avec le projet.

Dans un premier temps, la plupart des familles sont confrontées aux difficultés scolaires de leurs enfants ou à l'enfermement institutionnel de l'école d'Etat (mauvaises relations avec l'enseignant, une pédagogie non adaptée, une incapacité de l'école à accepter les différences...).

Elles se tournent à la fois vers l'école privée catholique Jeanne-d'Arc et Bonaventure : étonnant, non ? Pas tant que cela. Il y a un vide éducatif énorme : l'école d'Etat ne rassemble plus,ne porte plus un projet de société « égalitaire ». L'intégration au monde du travail ne passe plus par l'obtention de diplômes... Tout cela est connu. Face à ce manque de perspectives culturelles ou sociales, confrontées à la grisaille, à l'ennui du présent, les familles cherchent d'autres solutions. Etonnées par la *qualité* (eh oui, il faut bien que nous le disions des travaux et des relations humaines de cette école libertaire), portées par l'enthousiasme des enfants, elles tentent l'aventure un mois ou une année et restent, le temps de vivre un projet scolaire.

Les militants libertaires (chevelus ou crétus) et les Oléronnais se découvrent ; et rien que pour ce mode relationnel, Bonaventure a réussi ce challenge : *yaka*, *faukon*... rapprocher une démarche politique à une certaine réalité sociale, pour sortir des ornières de la marginalité les idées généreuses du mouvement libertaire. Bonaventure a gagné une certaine place culturelle et sociale, se pose dorénavant le problème de son élargissement. Alors, si le cœur vous en dit, venez écrire avec nous cette nouvelle page d'histoire éducative.

THYDE ROSELL

Ecole libertaire
Bonaventure,
35, rue de l'Angle,
Chaucre,
17190 Saint-Georges-d'Oléron

ESPAGNE

A Los Arenalejos, construisons un futur au présent

NOUS SOMMES arrivé(e)s dans cette magnifique vallée des montagnes d'Andalousie en juin 1987. Et dès lors nous n'avons cessé de travailler la terre et restauré, avec l'aide de nombreux compagnons et compagnes, presque entièrement le vieux moulin à huile, construit en terre et en pierre, où nous vivons. Les 15 hectares de terres sont situés sur le flanc sud-ouest de la vallée. Ici poussent 1 500 oliviers et environs 500 arbres fruitiers de toute sorte, qui commencent à nous donner leurs délicieux fruits bio, bien sûr. Il y aussi un grand jardin et une serre, nous fournissant une grande variété de légumes, tout au long de l'année.

Ici, nous essayons de créer un monde sans chef, sans hiérarchie et sans influence de l'Etat, où chaque enfant et adulte peut acquérir la possibilité de vivre en toute liberté. Pour ce faire, il est important de maintenir des liens étroits avec le mouvement libertaire et écologiste, comme par exemple la CNT... C'est aussi pour cela, et par souci d'une indispensable recherche, que nous publions *la Hoja* (la feuille dans ses deux sens), dans laquelle nous parlons de thèmes très importants pour la vie du collectif, car issus de nos propres expériences, ici tout au long des années. Lorsque nous le pouvons, nous nous déplaçons pour des conférences-débats dans toute la péninsule et même jusqu'en France, pour parler généralement de notre vécu qui nous a menés au concept d'écologie sociale.

La maison est constituée de nombreuses pièces : un bureau, un atelier, une bibliothèque (pas finie), une cuisine, une salle à manger, une grande salle de bain, cinq chambres, une salle de classe et un vaste salon pour usage multiple : ping-pong, théâtre, danse, réunions, surtout lorsqu'il pleut. Une autre dépendance importante : l'atelier de poterie, situé dans le patio.

Nous sommes actuellement sept adultes et cinq enfants, et pensons pouvoir grandir jusqu'à trente personnes (ou un peu plus). Pour cela, nous avons besoin de plus d'espace habitable et avons l'intention de commencer à construire des maisons personnelles pour ceux et celles qui habitent ici et pour les visiteurs et visiteuses.

Notre objectif, c'est d'être autosuffisants (pas en autarcie), non seulement pour échapper au piège des prix exhorbitants d'une alimentation bourrée de produits chimiques, mais aussi pour créer notre propre réseau économique et développer un système d'échange sans argent de produits et de services, avec d'autres collectifs et personnes intéressées.

Nous ne fuyons pas la société (la *Guardia civil* nous lorgne avec ses jumelles, pour tout dire, elle nous tient à l'œil). Nous avons plutôt, après négation, d'agir en positif sur le monde et démontrer que le mouvement anarchiste peut développer une connexion harmonieuse et vitale, voire même indispensable, entre ville te campagne, entre culture et nature. En plus, notre santé ne s'en porte que mieux.

COLECTIVIDAD LOS ARENALEJOS

N.B. : Pour plus d'informations, lire *le Monde libertaire* n° 995 du 13 au 19 avril 1995 et *Alternative libertaire* n° 176 de septembre 1995.

Los Arenalejos : le chantier libertaire d'été

DONC « LE PROJET », c'est un chantier libertaire d'été, Ici, dans la colectividad Los Arenalejos, du 1er août au 15 septembre 1996. Nous invitons toutes les personnes en relation ou en sympathie avec le mouvement libertaire du monde entier pour nous aider dans la prochaine étape de notre développement. Il est urgent pour nous de construire une menuiserie et un nouvel atelier pour les machines et outils, et construire la première maison indépendante. Celle-ci sera faite de terre et de pierre, pensée pour être bâtie sur un flanc de colline et supporter les rigueurs... de l'été.

A cette fin, nous demandons de l'aide et de la solidarité.

Nous pensons pouvoir accueillir jusqu'à trente personnes durant cette période. Nous vous rappelons qu'il fera chaud, que le travail est dur mais pour ceux ou celles qui désirent se maintenir « hors soleil », il y a un tas de chose à faire ailleurs : organiser les repas, activités avec les enfants, enseignement, entretien, ménage et un million de choses à faire quand un collectif « roule », surtout lors d'un chantier d'été.

Les frais pour chacun, ce sera le voyage et quelques « extras » que tu désires acheter. Sachez que la nourriture sera à tendance végétarienne. Et nous vous demandons, surtout, de ne pas amener ou prendre quelque drogue que ce soit, pendant votre séjour ici. L'espace dans la maison est limité, aussi nous pouvons vous assurer que vous serez plus au frais dans une tente ou dehors, sous les étoiles. Une moustiquaire peut toutefois se révéler très utile. Les enfants seront les bienvenus, nous avons beaucoup d'arbres où grimper, des promenades intéressantes et une piscine pour que vous puissiez y jouer dès le plus jeune âge. Les musiciens et musiciennes, et leurs instruments, sont également prisés. Si quelques professionnels ou « vrais amateurs » du bâtiment pouvaient venir, nous leur en serions vraiment très reconnaissants, même si construire en terre est un art traditionnel, simple, qui demande beaucoup de manutention pour transporter cette « noble » matière et la compacter entre les coffrages, pour monter les murs.

Pour éviter le soleil, il nous faudra commencer tôt (nous savons que ça peut être choquant pour certains) : entre 7 h 30 et 8 h ; nous arrêtons à midi quand le *rubio* (le blond, le soleil) devient insupportable. Alors, nous nous reposons, puis nous mangeons. Ensuite, la sieste devient presque obligatoire, jusqu'à ce que la température baisse, et nous recommençons de 17 h à 20 h, soit environ sept heures par jour.

Nous comptons sur vous pour des soirées animées et des tas d'initiatives.

Pour les jours de repos, si le cœur vous en dit, il y a le *rio*, les montagnes toutes proches (parc naturel), les villages typiques et même, à cinquante kilomètres, ces lieux fatidiques, appelés « plages » où les touristes se font brûler la peau.

Ici, nous aimons la spontanéité et nous comptons sur vous, une fois de plus, pour l'animation. Par contre, en ce qui concerne le chantier, il nous faut nous organiser de façon efficace. C'est pourquoi nous vous demandons de nous écrire dès que vous pourrez, nous parler un peu de vous, et nous indiquer les dates d'arrivée et de départ **(Colectividad Los Arenalejos, lista de correos, 29567 Alozaina [Málaga], Espagne)**. Nous répondrons alors en donnant des détails plus précis, pour arriver jusqu'à nous.

Salud y anarquia !

LOS ARENALEJOS

Rappel : il se peut que vous ne puissiez participer directement au chantier. Vous pouvez agir tout aussi efficacement en nous aidant économiquement et/ou en faisant participer un ami.

N'oubliez pas que l'Etat ne nous aide pas, bien au contraire.

Même si la terre ce n'est pas très cher, il nous faut payer : les boiseries, les carrelages, la plomberie, l'électricité, la nourriture pour le chantier...

• Pour la France, chèque à l'ordre de **l'école libertaire Bonaventure (mention « Los Arenalejos »), 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron.**

• Pour la Belgique, chèque à l'ordre d'***Alternative libertaire*, CGER 001-0536851-32, 2, rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles.**

• Directement sur notre compte : **Caja rural de Tolox (Málaga), n° 3072-335-59-20219645, au nom de Florian Macarro Romero.**

RENDEZ-VOUS

PARIS

Les conférences sur l'anarchisme au local « **La Rue** », **10, rue Robert-Planquette (métro Blanche ou Abbesses), 75018 Paris :**

— Jeudi 20 juin, 20 h : « Partage du travail et des richesses », avec René Berthier ;

— Vendredi 28 juin, 20 h : « *Le Monde libertaire*, Radio Libertaire : mode d'emploi ».

PARIS

Permanence du groupe Louise-Michel : samedi, de 15 h à 17 h, « **La Rue** », **10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.**

LE MANS

Permanence du groupe La Sociale : jeudi, de 18 h 30 à 19 h 30, à la **Maison des associations, salle 23, 3e étage, 4, rue d'Arcole.**

Ventes du Monde libertaire :

— le mardi, à 12 h, à la sortie du **restaurant administratif** ;

— le vendredi (une semaine sur deux), à 7 h 45, devant le **lycée Bellevue** ;

— le vendredi (une semaine sur deux), à 7 h 45, devant le **lycée Montesquieu** ;

— le samedi, de 14 h à 15 h, à l'entrée de la **rue des Minimes.**

Si vous voulez soutenir financièrement le groupe, envoyez un chèque à l'ordre de **Stève Arma c/o « Sarthe Libertaire », 4, rue d'Arcole, 72000 Le Mans.**

NICE

Le groupe FA de Nice a fermé son local situé au 19, rue de Dijon. Pour tout contact, écrivez à l'**ADCL, BP 171, 06303 Nice cedex 4.**

Le samedi, 11 h - midi : vente du ML sur le **marché de l'ancienne gare du Sud,** à l'angle de l'avenue Malaussena et de la rue Raiberti.

NANCY

Le n° 24 de *l'Encre noire* est paru. Edité par le groupe Caussimon de Nancy et ses sympathisants, il est disponible, contre trois timbres à 3 F, écrivant au **CRES, 76, rue Léonard-Bourcier, 54000 Nancy.**

CHILI

Solidarité urgente avec les mineurs de Lota et Coronel

Les camarades de Concepción, membres des groupes pro-AIT du Chili, sont en lutte de soutien aux mineurs de charbon en conflit dans les localités de Lota et Coronel. La mine a été occupée ainsi que les bureaux de l'entreprise pour protester contre une série de licenciements et l'éventuelle fermeture des mines. L'entreprise en question est une propriété de l'Etat. Récemment, on organisa dans ces localités une journée ville-morte qui fut à tout point de vue un succès. La ville fut barricadée, et on organisa une assemblée générale de la commune dans le puits de mine.

A ce moment là, la municipalité essaya de négocier l'avenir du mouvement avec le gouvernement, tandis que les travailleurs et la coordination syndicale de Concepción — où agit le noyau pro-AIT — s'opposent à des négociations qui n'incluent pas la réintégration sans condition de tous les travailleurs licenciés, qui se trouvent en grève de la faim en ville. Le but du gouvernement — à part la privatisation — est de désarmer les ultimes vestiges d'autonomie syndicale.

Nous demandons d'urgence des actions de solidarité, comme des manifestations devant les ambassades et consulats du Chili dans le monde entier, comme l'envoi de lettres de protestation...

AIT / IWA / IAA
P° Alberto Palacios, 2,
28021 Madrid, Espagne.
Tél. : 34 (1)797.04.24.
Fax : 34(1)505.21.83.

RECTIFICATIF

Dans *le Monde libertaire* n° 1047, l'article « La normalisation en Algérie » comporte une erreur de date, à propos des manifestations de 1988 (1ère colonne, ligne 5). Elles ont eu lieu en octobre et non en juin.

GAG7 : CONTRE-SOMMET LIBERTAIRE

Samedi 22 juin, à partir de 20 h 30 : contre-sommet libertaire organisé par le GAG7, au CCO, 39, rue Courteline, à VILLEURBANNE.

Dimanche 23 juin, 9 h - 16 h : contre-sommet libertaire au CCO.

Renseignements : GAG7, librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon. Tél. : 78.61.02.25.

CHOISY-LE-ROI (94)

« PIQUE NIQUE DE L'AMITIÉ »

dimanche 30 juin

dans le parc de Choisy

(à 500 mètres de la station SNCF de Villeneuve-Prairie)

Organisé par le groupe Etoile noire de la FA et le Syndicat intercorporatif de Choisy-le-Roi (CNT-AIT)

LINGUISTIQUE

Ce que parler veut dire

LE DISCOURS n'est pas seulement un message destiné à être déchiffré, c'est aussi un produit que nous livrons à l'appréciation des autres et dont la valeur se définira dans sa relation avec d'autres produits plus rares ou plus communs.

Instrument de communication, la langue est aussi un signe extérieur de richesse et un instrument de pouvoir. Cependant, on peut s'interroger, la force qui agit à travers les mots, est-elle dans les paroles ou dans les porte-parole ?

Devons-nous considérer comme Saussure, pour qui la langue est fondée sur l'exclusion de toute variation sociale inhérente ; ou comme Chomsky, sur le privilège accordé aux propriétés formelles de la grammaire au détriment des contraintes fonctionnelles ; ou encore comme Kant, prendre en compte les forces sociales dont la langue doit triompher ?

Or, la sociologie ne peut échapper à toutes les formes de domination que la linguistique et ses concepts exercent encore aujourd'hui sur les sciences sociales.

Il s'agit alors de montrer qu'il est légitime de traiter les rapports sociaux et les rapports de domination eux-mêmes comme des interactions symboliques. Notons aussi que la grammaire ne définit que très partiellement le sens, et c'est dans la relation avec un marché que s'opère la détermination complète de la signification du discours.

Nous pouvons constater que le mot à toutes fins du dictionnaire n'a aucune existence sociale : dans la pratique, il n'existe qu'immergé dans des situations, au point que le noyau de sens (sens qui se maintient relativement invariant à travers la diversité des marchés) peut passer inaperçu. Si les mots recevaient toujours tous leurs sens à la fois, le discours serait un jeu de mots continué, observait Vendryès.

La religion et la politique enferment la polysémie inhérente à l'ubiquité sociale de la langue légitime. Egalement, la communication entre classes sociales ou ethnies représente toujours une situation critique pour la langue utilisée, quelle qu'elle soit. Dès lors, il n'y a pas de mots innocents. Chaque mot, chaque locution menace de prendre deux sens antagonistes, selon la manière que l'émetteur et le récepteur auront de le prendre.

Toutes les théologies religieuses et toutes les théodicées politiques ont tiré parti du fait que les capacités génératives de la langue peuvent excéder les limites de l'intuition ou de la vérification empirique, pour produire des discours formelle ment corrects mais sémantiquement vides.

On ne devrait jamais oublier que la langue, en raison de l'infinie capacité générative, mais aussi originaire, au sens de Kant, qui lui confère son pouvoir de produire à l'existence en produisant la représentation collectivement reconnue et ainsi réalisée, de l'existence, est sans doute le support par excellence du rêve de pouvoir absolu.

JOSEPH MARTINEZ

A LA PETITE SEMAINE

Les empoisonneurs

Un gouvernement occidental, donc civilisé, a pu vendre, pour de sordides raisons de profit, de la nourriture animalière toxique, interdite sur son propre territoire, avec la bénédiction de la supermafia de Bruxelles.

Il est aujourd'hui avéré, par ailleurs, que la pollution automobile envoie prématurément, chaque année, un millier d'individus au cimetière et près de six mille autres à l'hôpital.

Pendant ce temps, des petits vendeurs de haschisch à la sauvette continuent d'être considéré comme des empoisonneurs publics.

C'est ici, lecteur, que le petit jeu des comparaisons devient cocasse.

Dans le premier cas, et si la maladie de la vache folle se révèle transmissible à l'homme, il est probable que les conséquences dramatiques à venir auront pris des proportions considérables avant que les hommes politiques responsables de ce commerce sordide connaissent le début d'une ombre de commencement d'ennui.

Dans le second, on admirera l'audace folle qui a présidé aux mesures énergiques consistant à « inviter » les automobilistes à laisser la voiture au garage durant les pics de pollution. Le feu vert à l'intoxication continue.

Pendant ce temps, tout fumeur de joints porteur d'une quantité infime du produit nécessaire à cette activité anodine demeure, rappelons-le, passible de la prison.

Amusant, non ?

FLORÉAL

RECTIFICATIF
Un bourdon a rendu incompréhensible la fin de la dernière « petite semaine » parue. Il fallait lire : « *...et il est à ce titre inadmissible qu'un personnage s'arroge le droit de nous dire ce qu'il convient de voir, d'entendre ou de lire. Quelles que soient ses "bonnes intentions", la censure est une infamie.* » Etc.

Exposition du Mouvement
du 26 rue Clavel
« Guérilla à Paris »
24 - 29 JUIN
librairie
du Monde Libertaire

SOUHAITONS LA MALVENUE AU PAPE

Pour une exposition de la vigilance

Parmi les différentes manifestations d'opposition à la venue de Karol Wojtyla (alias Jean-Paul II), nous mettons en place une exposition anticléricale.

L'objectif de celle-ci est de maintenir la vigilance contre la stratégie de reconquête de l'Eglise catholique en la faisant circuler au delà de la seule mobilisation durant la visite du chef catholique. Elle pourra servir de support lors de manifestations et conférences, ou simplement circuler à la demande de tous ceux qui pensent que l'opposition au voyage papal doit être un point de départ pour une mobilisation durable contre la reconquête cléricale et l'idéologie de l'ordre moral à nouveau à l'œuvre.

Afin de réaliser cette exposition, nous demandons à toutes les personnes, associations et groupes concernés de nous transmettre tout document original ou copie (dessin, photo, coupure...), dénonçant, décrivant ou illustrant :

— les méfaits du cléricalisme dans le passé ;

— l'actuelle infiltration de l'idéologie cléricale dans toutes les sphères de la société ;

— les conséquences à venir de cette reconquête.

Adressez tous ces documents (si possible en format A4 ou A3) jusqu'au 7 septembre 1996 à : PUBLICO, EXPOSITION DE LA MALVENUE, 145, RUE AMELOT, 75011 PARIS.

NOTE DE LECTURE

« Les Nationalités ont-elles le droit de vivre ? »

Jacques Delatelier

Intervenant dans le cadre d'un colloque organisé par la Société Pierre-Joseph Proudhon et consacré au problème des nationalités, notre camarade Jacques Delatelier a fait une intervention afin de mettre en perspective historique les positions comparées du penseur franc-comtois que fût Proudhon et du socialiste révolutionnaire Auguste Blanqui qui, par ailleurs, et cela est fort peu connu, rejoignait sur bien des points les analyses de celui qui fût qualifié par Pierre Kropotkine de « *père de l'anarchie* ».

Une intervention qui a donné lieu à l'édition d'une brochure dans laquelle l'auteur s'est attaché à restituer non seulement l'esprit qui avait animé nos deux révolutionnaires face à la remise en cause des traités de 1815 et de la paix en Europe, mais encore, leurs prises de position respectives quant à l'opportunité pour le mouvement social de se saisir ou de rejeter les hochets que sont la patrie et le sentiment national.

Qu'en est-il réellement de la patrie ? Et que peut bien signifier cet attachement affectif au groupe, à la collectivité que manifestent et qu'utilisent tous ceux qui, en mal d'autorité, perpétuent les civilisations où les individus sont régulièrement les victimes expiatoires des Eglises en mal de purification, des marchands défendant ou rêvant de bâtir des empires et des fous mégalomanes s'emparant des pouvoirs politiques ?

La réponse de nos deux révolutionnaires est sans équivoque ; la justice et la liberté restent les critères déterminants en cette matière comme en bien d'autres : périsse la patrie et que l'humanité soit sauvée !

Et c'est la transposition de cette formule de Proudhon que nos amis espagnols utiliseront en 1936 : « *Notre patrie,* disaient-ils lorsqu'on les interrogeait sur le sujet, *elle est là ou commence le droit et la liberté humaine !* » Voilà ce dont nous entretiennent Proudhon et Blanqui dans l'excellente brochure (1) de notre ami Jacques Delatelier, qu'il faut lire et faire lire absolument en ces temps troublés où la barbarie et la grégarité poussent à nouveau les masses à s'emparer des drapeaux et des torches que leur tendent tous les pêcheurs en eau trouble, qui veulent anéantir la Cité de l'Homme.

RÉGIS
(groupe Maurice-Joyeux - Paris)

(1) *Les Nationalités ont-elles le droit de vivre ?*, Jacques Delatelier.
En vente au prix de 15 F, à la librairie Publico.

RECTIFICATIF
Dans *le Monde libertaire* n° 1047, l'article sur Radio-France, « Silence sur les ondes » a été amputé de la signature de l'auteur. Il s'agissait de Pascal Didier.

ASSOCIATIONS

NICE : FÊTE LIBERTAIRE EN FAC
Les étudiants libertaires (affiliés au BANG) de la **faculté des Lettres de Nice** organisent une fête de fin d'année, *La Totale*, le samedi 22 juin. Une table de presse FA s'y tiendra.

NORD / PICARDIE : DÉPARTS CÉNÉTISTES POUR L'ANTI-G7
La CNT-AIT organise des départs en bus pour la manifestation nationale anti-G7 du 22 juin, à Lyon :
— départ de **Lille** : 4 h, 1-2, rue Denis-du-Péage (M° Fives) ;
— départ de **Liévin** : 4 h 30, devant la mairie, avenue Lamendin ;
— départ d'**Amiens** : 6 h, devant « Le Cirque », mail Albert I^er ;
— départ de **Beauvais** : 7 h, place du Jeu-de-Paume.
Retour de Lyon vers minuit.
Participation aux frais : de 120 à 230 F (de 80 à 100 F pour les chômeurs et les étudiants sans ressource).

MONTREUIL : « ROCK AGAINST VOLKSWAGEN MOVMENT »
Dimanche 23 juin à 18 h, concert de soutien au *rock against Volkswagen movment*, avec Kochise et DJ Seb', au bar associatif **Le Vendémiaire, 35-37, avenue de la Résistance, centre commercial de La Croix-de-Chavaux (niveau patio), métro Croix-de-Chavaux (accès direct). Tél. : 42.87.48.26.**

MARSEILLE : MUMIA ABU-JAMAL
Rassemblement **devant le consulat américain (M° Préfecture)** le lundi 24 juin, à partir de 18 h, à l'initiative du Comité de soutien à Mumia Abu-Jamal **(18, place Jean-Jaurès, 13001 Marseille. Tél./fax : 91.42.98.47).**

PARIS : SAMEDI D'ÉCHANGE LOCAL
Le 29 juin, l'union locale CNT du 20^e arrondissement organise une journée ouverte sur le quartier sous le signe de l'échange : troc, vente, débats, musiques... au **33, rue des Vignoles (M° Avron ou Buzenval).**
Braderie (ouverte à toutes et tous) à partir de 12 h, avec des emplacements gratuits, animations musicales, buffet ; à partir de 20 h : projection -débat sur le Système d'échange local (le multi-troc).

« 5e FÊTE DE MOTS ET MUSIQUES »
Lundi 24 juin - 20 h 30
avec Sélima al Khalaf, Gérard andré, Alain Aurenche, Bévinda, Lulu Borgia, Jacques Ivan-Duchesne, Alexandra Lisbonne, Serge Utgé-Royo, Marie-Josée Vilar, Sabine Viret, Zaniboni.
Théâtre Clavel, 3, rue Clavel (M° Pyrénées), 75019 Paris.
Entrée : 80 et 100 F. Réservation au : 43.84.70.04

UNE NOUVELLE ÉDITION DES ŒUVRES DE PIERRE-JOSEPH PROUDHON

« Idées révolutionnaires »

PROUDHON a été surnommé le « *père de l'anarchisme* ». Ce n'est pas pour rien. On trouve dans ses œuvres toutes les bases qui font l'originalité de notre mouvement.

Au libéralisme économique, il oppose la gestion directe et la fédération agricole-industrielle.

Au communisme d'Etat, il oppose le fédéralisme libertaire.

A la Révolution politique, il oppose la Révolution économique et sociale.

A la philosophie politique, il oppose la sociologie.

A Dieu, il oppose l'humanité...

Premier théoricien réel de l'anarchisme, il en reste sans doute le plus profond. Sa méthode de raisonnement, sa dialectique, n'y est pas étrangère. Infatigable chercheur, il remet en permanence en cause toutes les certitudes, en particulier les siennes. C'est de raisonnement en raisonnement que, de la condamnation du capitalisme comme du communisme, il parviendra à la proposition du fédéralisme intégral. La tâche — non moins importante — que se fixeront ses successeurs sera essentiellement œuvre de vulgarisation et d'organisation du mouvement. Cependant, la lecture et relecture de Proudhon reste incomparable pour le militant anarchiste comme pour celui qui cherche simplement à faire évoluer notre monde vers un peu plus de justice et d'humanité.

Comment se fait-il donc que son œuvre soit actuellement quasi introuvable ? C'est qu'un siècle et demi après, elle dérange toujours. Rien n'est plus insupportable que l'honnêteté intellectuelle. Eh bien ! nous essaierons, à raison d'un volume par trimestre, de remédier à ce manque.

Le premier tome que nous rééditons est *Idées révolutionnaires*. Il s'agit d'un choix d'articles de Proudhon parus dans *le Représentant du Peuple* et dans *le Peuple* entre avril et décembre 1848. Cette période est on ne peut plus primordiale, tant dans la vie de Proudhon que dans l'histoire de notre pays. Rappelons brièvement le contexte.

Entre 1789 et 1799, la Révolution française abolit la royauté après avoir vainement cherché une monarchie constitutionnelle. Napoléon Bonaparte instaure l'empire. Sa chute définitive, en 1815, permet le retour de la royauté tout d'abord avec Louis XVIII puis Charles X. La révolution de 1830 amène Louis-Philippe au pouvoir avant que lui-même ne soit mis à bas par la Révolution de février 1848. Les principaux motifs de cette révolution se résument au droit d'expression et de réunion et, surtout, au droit au travail. La République est proclamée. Un gouvernement provisoire prend la direction du pays. Le droit au travail est inscrit dans la Constitution. Mais ce pouvoir, issu de la révolte populaire, composé essentiellement de démocrates modérés, ne comprend pas, ne veut pas admettre que le droit au travail implique une révolution économique et sociale. Alors, il crée les ateliers nationaux et en confie la gestion à Marie, un anti-socialiste notoire. On occupe les ouvriers, même qualifiés, à casser quelques cailloux en échange d'une modeste indemnité. Le droit au travail est transformé en organisation de la charité. rapidement, tout le monde s'aperçoit de l'inutilité de l'institution, et les députés réactionnaires ont beau jeu d'en réclamer la suppression. Mais cette suppression signifie la misère pour tous ceux qui ne subsistent que par l'obole qu'on daigne leur accorder. Alors le peuple se lève de nouveau. Nous sommes fin juin 1848. Le peuple se lève contre le gouvernement républicain ; contre ce gouvernement qui doit son existence à l'insurrection de ce même peuple, trois mois plus tôt. Et le gouvernement républicain, démocratique, populaire... fait ouvrir le feu. Le massacre est à peine imaginable plusieurs milliers de personnes trouvent la mort dans les combats. L'ordre rétabli, les représailles sont terribles : quinze cents fusillés et vingt-cinq mille arrestations. Onze mille manifestants seront maintenus en prison ou déportés sans jugement dans les colonies. Louis-Philippe en exil pourra s'exclamer : « *Les républicains ont bien de la chance... ils peuvent faire tirer sur le peuple !* » et Proudhon : « *Les bourgeois vainqueurs sont féroces comme des tigres !* » De tous les députés (1), Proudhon sera le seul à demander la clémence et à expliquer le geste des insurgés. Son discours lui vaudra un blâme de l'Assemblée à l'unanimité moins deux voix (dont la sienne).

C'est donc peu après la révolution de février, pendant et après les insurrections de juin, qu'ont été écrits les articles de Proudhon, sélectionnés par son ami Darimon pour composer ces Idées révolutionnaires qui paraîtront en livre dès 1849. Ce recueil n'a pas été réédité dans la collection Marcel-Rivière (2). C'est assurément un tort. Non seulement, nous y voyons le courage de Proudhon lors de ces jours troubles, mais il explique en de courts articles nombre de ses propositions économiques et sociales. Il y développe en termes clairs et concis ses théories sur la propriété, la famille, son hostilité tant au capitalisme qu'au communisme... Il démontre la mystification du suffrage universel, l'obligation pour tout pouvoir d'être réactionnaire à moins de se détruire, etc. *Idées révolutionnaires* est une introduction logique aux *Confessions d'un révolutionnaire* (3) et se conclut par un de ses textes de référence le *Toast à la Révolution*.

Nombre de ses réflexions sont d'une actualité stupéfiante. Le XX^{e} siècle a pris fin avec la chute du mur de Berlin et le rejet du communisme étatique ; le libéralisme est à bout de souffle au point qu'il est obligé de renier un de ses principes fondamentaux, l'Etat-nation ; le fascisme, dont nous avons connu l'apogée avec le nazisme, nous fait horreur... Seule la société libertaire n'a pas été tentée, tout au moins sur une longue durée. L'œuvre de Proudhon nous est, aujourd'hui peut-être plus que jamais, essentielle, non pour faire du « proudhonisme » (4) mais pour nous aider à construire un XXIe siècle de liberté, d'égalité et de justice.

Nous étayons notre édition de nombreuses notes. Dans ses écrits, Proudhon est quasi-systématiquement historien, journaliste, philosophe, sociologue, voire philologue. Certains paragraphes, évidents à l'époque, sont quelque fois aujourd'hui obscurs. Nous appelons le lecteur à la critique de notre travail et ne manquerons pas de tenir compte de ses remarques pour les éditions à venir.

HERVÉ TRINQUIER

(1) Proudhon avait été élu le 4 juin. « Quand je songe à tout ce que j'ai dit, écrit, publié depuis dix ans sur le rôle de l'Etat dans la société, sur la subordination du pouvoir et l'incapacité révolutionnaire du gouvernement, je suis tenté de croire que mon élection, en juin 1848, a été l'effet d'une méprise de la part du peuple. » (Proudhon, les *Confessions d'un révolutionnaire*)

(2) Dernière édition des œuvres de Pierre-Joseph Proudhon.

(3) Nous publierons les *Confessions d'un révolutionnaire* en septembre ou octobre prochain.

(4) « Le isme ne s'accole pas mieux à mon nom qu'à mes idées. » (« Idées révolutionnaires », *le National*).

N.B. : *Idées révolutionnaires*, Pierre-Joseph Proudhon, éditions Hervé Trinquier / TOPS. Prix : 117 F (en vente à la librairie Publico — ajoutez 10% de frais de port)

Ciné sélection

« L'Arène du meurtre »

d'Amos Gitaï

Suite à une erreur technique, l'interview d'Amos Gitaï (ML 1047) a fait l'objet d'une coupe malencontreuse. Nous vous restituons aujourd'hui la partie manquante.

Le Monde libertaire : *Vous avez intégré à votre film certaines étapes de sa fabrication : le travail sur l'image, et le montage des bandes d'actualités qui y sont utilisées, sont un des leitmotive de votre œuvre. Est-ce une distanciation au sens brechtien du terme ?*

Amos Gitaï : Toute oeuvre audiovisuelle ou cinématographique est subjective. Même le journal télévisé est une œuvre subjective, bien que les « demi-dieux officiels » prétendent être innocents. J'ai effectivement besoin d'établir un système « brechtien » de distanciation. En cette fin de vingtième siècle, on peut dire que si les événements ne sont pas passés à la télévision, ils ne se sont pas passés. Si l'on ne voit pas l'assassinat de Rabin à la télé, on pense qu'il n'a pas été assassiné pour de vrai. C'est pour cette raison que je n'ai pas monté le vrai film de l'assassinat de Rabin. J'ai monté sa reconstitution.

Le Monde libertaire : *Pourquoi le point de vue palestinien n'est-il pas évoqué ?*

Amos Gitaï : D'autres de mes films traitaient des sujets palestiniens, *Le Journal de campagne* par exemple Le sujet de *L'Arène du meurtre*, c'est une histoire de clan. Mon propos est d'évoquer cette histoire de famille : l'assassinat d'un membre de la famille par un autre. Je n'ai pas essayé de faire un film « représentatif ». C'est une série de fragments. Nous sommes des déracinés, nous sommes des gens qui vivent ailleurs que leurs parents et grands parents. La vie moderne a déchiré le tissu de la vie communautaire, et nous essayons de trouver le sens de notre identité, de notre existence, avec cette série de fragments, de cassures, de ruptures.

Propos recueillis par MICHÈLE ROLLIN

« Comment je me suis disputé »... (ma vie sexuelle)

d'Arnaud Desplechin

Son premier film, *La Vie des morts*, parlait du suicide d'un jeune. D'une morne attente, de la famille, des amie)s se créaient des espaces de liberté, de vie. Son premier long métrage, *La Sentinelle*, s'ouvrait sur la mort du père léguant au fils, étudiant en médecine (Emmanuel Salinger), la tâche exaltante de remonter de la mort à la vie. Découvrant, par un strict et génial travail d'investigation de médecine légale quel homme était celui dont il contemple les pauvres restes. Un film inclassable, mêlant le roman d'espionnage, la guerre froide à l'amitié et aux liens de famille — même sa sœur doit l'espionner — qui met fin aux préjugés contre le jeune cinéma français fort en badinage-bavardage, faible en histoires politiques engagées.

Comment je me suis disputé... réunit la même famille d'acteurs que Desplechin a propulsés au premier plan de ses films : Marianne Denicourt, Emmanuelle Devos, Thibault de Montalembert, Emmanuel Salinger. Ils entourent Mathieu Amalric (Paul), celui qui parle à la première personne, qui est d'ailleurs le personnage du film autour duquel se cristallisent les passions, les disputes. De nouveaux venus dans la famille Desplechin : Chiara Mastroianni, Jeanne Balibar et les frères de cinéastes Denis Podalydes et Fabrice Desplechin, tous excellents.

Trois heures durant, on assiste aux tribulations, évaluations, confusions, discussions amoureuses, aux fêtes comme aux scènes de ménage, de rupture et de réconciliation d'un groupe d'amis gravitant autour de Paul, maître-assistant non titulaire de philosophie, qui articulent leurs amours et leurs haines de façon inédite. Particulièrement frappant pour les filles qui extériorisent leur violence, se lancent éperdues dans la course aux cœurs, on aura rarement vu des jeunes femmes aussi dragueuses, possessives, mystérieuses, chieuses, râleuses, impétueuses et moqueuses comme dans ce film.

On se dispute, on discute, on dénigre, on invente, et malgré le nombre de personnages assez délirante, tous sont traités en profondeur.

Arnaud Desplechin a su écrire des scènes surprenantes qui évoquent des choses très personnelles et pourtant parlent à un plus grand nombre. A un moment donné, Esther (Emmanuelle Devos) pleure sous la douche, scène de déprime et de rupture, elle pleure plus fort que les jets d'eau qui ne cessent de la recouvrir. Cette scène a provoqué l'émeute auprès des comédiennes : « *Mais, c'est à moi que c'est arrivé. Non, c'est moi qui l'ai vécu !* ». Le charme et l'attention soutenue que crée le film tiennent peut-être à cette réussite. Les scènes écrites véhiculent un vécu authentique qui nous tient et nous émeut.

Paul, au cœur de ce volcan de sentiments, approche de l'âge des choix ; il est propulsé dans le devenir adulte. Il ne peut plus se dérober : il va falloir se séparer, s'engager.

Film intimiste sur les tourments qu'on ne peut réduire à une passagère confusion des sentiments. Les situations sont tantôt drôles, tantôt burlesques, tantôt tragiques et pathétiques. Des êtres se révèlent, avouent leur désir, ne subissent que ce qu'ils choisissent. Des battantes et des battants.

Les trois heures passent comme un enchantement.

La seule chose ratée, c'est le titre agrémenté d'une parenthèse imposée par les producteurs, distributeurs. Qui avait donc peur de se faire disputer ?

HEIKE HURST
(« Fondu au Noir » - Radio Libertaire)

SOUHAITONS LA MALVENUE AU PAPE

Les Églises, un danger d'actualité

LA VENUE DU PAPE en France est porteuse de symboles. La France est la fille aînée de l'Eglise catholique, elle est plus peuplée que l'Espagne, l'Italie, l'Irlande ou la Pologne, les autres grandes nations catholiques du vieux continent. L'attitude du Vatican vis-à-vis de la France est différente de celle adoptée vis-à-vis de la Pologne ou de l'Irlande. L'Eglise doit montrer un visage plus humain pour reconquérir une position, alors qu'en Irlande, par exemple, elle cherche à ne pas perdre de son influence.

Après avoir voyagé à travers la planète, le pape en venant en France, entreprend une véritable réévangélisation de l'Europe. Le but est de retrouver sa puissance temporelle d'antan ; les moyens employés sont divers et se complètent.

Par sa personnalité, le pape jouit d'un prestige très important. Polonais, il a été jusqu'en 1989 un symbole de la résistance à l'oppression communiste. Il est donc apparu comme un défenseur de la liberté. La chute du mur l'a fait apparaître à ce moment tel qu'il est, c'est-à-dire loin des progressistes (on peut le rapprocher à cet égard de Pie IX qui a été considéré comme un souverain pontife libéral, au début en 1846, puis de plus en plus réactionnaire jusqu'à sa mort en 1878).

En tant que rationalistes, nous ne voulons voir dans le pape que son côté le plus rétrograde, le moins en phase avec le siècle. Ce qui nous permet d'exacerber les non-sens d'une Eglise. Mais ce n'est pas si simple et, à mon avis, autant les démarches de l'Opus Dei que l'attitude d'un Gaillot sont les parties d'un tout.

Gaillot - Opus Dei même combat !

Avec plus de 70 000 membres, l'Opus Dei pourrait être vu comme un mouvement de moyenne importance. La vérité est qu'il ne faut pas regarder la puissance ici en fonction du nombre. L'Opus, en raison de son recrutement (Doctorat), s'infiltre dans les sphères économiques et politiques de pays comme l'Espagne, la France, le Pérou et, bien sûr, le Vatican. Sur le plan spirituel, l'Œuvre défend une position traditionaliste (refus de Vatican II), elle a permis la remise au goût du jour de chants antisémites, sans parler de sa position à propos de l'avortement, de la contraception. Au niveau économique, l'Œuvre prône un ultra-libéralisme, sinon dans les dires, du moins dans les faits. Par sa composition élitiste, elle a quelques moyens d'affirmer par moments sa puissance. Il semblerait qu'en Espagne, sous le Caudillo, ce soient les ministres membres de l'Opus Dei qui aient poussé à une libéralisation de l'économie. Le Parti populaire est d'ailleurs accusé par l'ancienne majorité, entre autres, d'être une émanation de l'Opus Dei.

Pour en revenir à Jean-Paul II, c'est sous son règne que l'Opus a « brûlé des étapes » dans le chemin de sa reconnaissance en tant qu'organisation religieuse par l'Eglise, jusqu'à la béatification en 1992 de son fondateur, José Maria Escriva de Balaguer, soit seulement dix-sept années après sa mort. Malgré une guerre interne, notamment contre les jésuites, on peut s'attendre à ce que l'Œuvre soit en position de force pour la succession.

Même si, à la demande de l'Opus Dei, Jean-Paul II a condamné la « théologie de la libération », le Vatican essaie de ne pas apparaître comme réactionnaire ou politiquement engagé ; son discours étant celui de la collaboration de classes.

En France , la réprimande à l'encontre de Gaillot est minime et relative, si on prend en compte sa critique de la papauté. Il a permis de montrer une limite, qui laisse une marge importante à la critique. Sans être exclu de l'Eglise, l'ancien évêque d'Evreux a mis en évidence que l'Eglise acceptait une critique de forme, plus importante que le commun des mortels ne l'aurait cru.

L'abbé Pierre s'est vanté, lui, d'avoir de bonnes relations avec le pape. Je ne suis pas loin de penser que des ecclésiastiques, comme les deux Français que je viens de citer, sont des relais du catholicisme vers une société civile qui n'est plus religieuse.

Mais, surtout, Wojtyla a fait le tour du monde en insistant sur la pauvreté dans les pays en voie de développement, en en appelant à la charité, et il a même été obligé de s'engager beaucoup plus, après la chute du mur de Berlin. En effet, héros de l'anticommunisme, il se trouvait allié objectif du capitalisme sauvage qui ravage l'Est. Face aux désaffections des églises, Jean-Paul II a opté pour une démarche à la Léon XIII (1873-1903) qui, face à la montée des idées socialistes en Europe, avait publié l'encyclique *Rerum Novarum* entérinant, soixante ans après Lamennais et autres, un certain catholicisme social.

Le pape a déclaré alors qu'il n'y avait pas que du mauvais dans le communisme. Plus son influence est faible plus l'Eglise a un discours de tolérance, ou du moins un discours multiple. Si on compare la Pologne et la France, on peut deviner que toutes les sensibilités du catholicisme sont représentées, mais le discours officiel de l'Eglise est plus nuancé, faussement humaniste, en France plus qu'en Pologne. Il ne faut pas forcément rechercher un complot « vaticanesque », mais dans les faits, ce jeu des diverses tendances, des crypto-communistes style Gaillot aux descendants de Franco, va dans le sens d'une restauration de la puissance temporelle.

Une construction européenne favorable à l'Eglise

Avant de revenir sur les implications hexagonales, il est utile de passer en revue les différentes constitutions européennes, pour voir que la construction de l'Europe risque d'agir sur le plan religieux comme sur le plan économique : soutien aux puissances contre les individus.

Si la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat de 1905 ne représente pas pour les libertaires une vraie laïcité, c'est cependant la législation la plus avancée en Europe. Les Eglises, surtout la catholique, ont tout à gagner dans la construction européenne, devenant un partenaire social rémunéré et accroissant de manière significative son poids dans l'éducation.

Il y a séparation au Portugal depuis 1989, mais en réalité le Concordat de 1940 est toujours en vigueur, et l'Eglise catholique est toujours très importante dans les institutions scolaires. On peut dire à peu près la même chose de l'Irlande où, malgré la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la Constitution est placée sous le signe de la sacro-sainte trinité, et l'école est gérée à plus de 80% (primaire et secondaire) par l'Eglise catholique qui est également très implantée dans la santé.

Pour ce qui est de l'Espagne, la Constitution de 1978 établit la séparation, mais il y a des aumôneries catholiques dans toutes les écoles. Et, entre autres, l'Eglise reçoit un financement de l'Etat.

Il y a également séparation en Belgique, mais les religieux sont rétribués par l'Etat.

En Italie, ce n'est que depuis 1984 que le nouveau concordat rompt certains liens entre l' Eglise et l' Etat.

L'enseignement catholique est toujours très présent dans l'école.

Au Luxembourg, les relations entre l'Eglise et l' Etat sont réglées par des conventions remontant pour partie au Concordat de 1801, entre Napoléon et Pie VII. La restriction de la place de l'Eglise catholique, par une loi de 1968, a été remise en cause par une nouvelle loi datant de 1988, face à la désaffection des cours d'instruction religieuse.

Les autres pays de l'Union, à part l'Autriche, ne connaissent pas cette prépondérance de l'Eglise catholique, où les autres courants du christianisme prédominent (luthérien, calviniste ou orthodoxe).

Des pays comme l'Allemagne ou le Danemark ne connaissent pas de véritables séparations, prodiguant des avantages matériels considérables aux différentes Eglises et connaissant une grande présence de l'éducation religieuse dans l' école.

Pour la Grèce, c'est simple, l'Eglise orthodoxe est « *religion dominante et prépondérante* ». Faire du prosélytisme pour d' autres confessions ou l'absence de confessions peut être puni par la loi.

Le cas de la Grande-Bretagne est spécial. Ce pays ne connaît pas de constitution écrite. De plus, la force de l'Eglise anglicane place le catholicisme dans une position très réactionnaire.

A part la Grèce, les religions non dominantes ont des garanties de liberté par les Etats (chrétiens, juifs). On peut noter un déphasage entre l'importance de l'islam par son nombre de pratiquants et sa reconnaissance par la société. Les religions minoritaires ou sectes rencontrent plus de résistance au niveau légal qu'aux Etats-Unis, et bien entendu de la part des religions reconnues, ou sectes à succès.

La religion, en Europe, reprend du terrain, derrière l'argument biaisé de la tolérance. Cet argument a du poids car il entre dans la logique du consensus mou. Or les opposants ont une attitude anticléricale style XIX^{e}, à mon avis, inadaptée. Entre les partisans de la laïcité ouverte et ceux qui se battent contre l'Eglise du siècle dernier, il nous faut développer une défense appropriée à la *reconquista* de l'Eglise catholique. Nous pouvons avancer, par exemple, que cette tolérance n'est pas la nôtre, que c'est une tolérance envers les appareils (Eglise) à profiter des lois et de l'argent public pour prospérer, qui est mis en avant. De plus, admettre que quelqu'un pense ou s' exprime différemment ne nous interdit pas de critiquer sa pensée. Or, trop souvent, derrière la tolérance est sous-entendue l'absence de discours contradictoire.

La religion ne peut être qu'une affaire privée. Suivant ce principe, aucun argent public ne doit se porter sur le fonctionnement des Eglises. Mais à ceux qui pensent qu'il n' y a que cette lutte qui compte, je déclare qu' il devrait en être de même pour les organisations politiques, qui sont également des organisations idéologiques. De manière simpliste, on pourrait représenter l'Etat comme celui qui ponctionne les individus, distribue ensuite à des organisations politiques ou religieuses, qui nous déclament sous tous les modes une seule chose : la soumission.

Donc, à travers l'Europe, ce qui est dangereux, c'est le moyen qu' ont les Eglises de toucher de l'argent public, qu'il y ait séparation ou pas de l'Eglise et de l'Etat. Au nom de l'équité, on risque demain de distribuer du fric en fonction du nombre supposé de fidèles, comme cela se fait déjà dans d'autres pays. Avec le risque de voir, par exemple, comme en Belgique, la Libre Pensée rétribuée au même titre que le catholicisme ou le bouddhisme.

Pour conclure, disons que l'Eglise est une organisation interclassiste, et que nous pouvons y répondre par un discours de classe, contre la hiérarchie catholique, en soulignant les contradictions entre sa puissance, le train de vie de ses cadres et son discours (un évêque gagne plus de 30 000 F mensuels, salaire versé par l'Etat en Alsace-Moselle).

La venue de Jean-Paul II doit permettre de dénoncer l'importance du pouvoir de l'Eglise, dans le monde et en France. L'évêque de Poitiers, Mgr Rouet (1), répondant à un courrier à propos du denier du culte, indiquait que le Vatican ne lui fournissait pas d'argent, et que ce dernier a un budget équivalent seulement à celui du Poitou-Charente ! Sept cents habitants contre près d'un million. De plus, budget n'est pas richesse ! Il convient d'ajouter que le Vatican ne publie aucune statistique économique. Sur la question du denier du culte, l'attitude des médias a été encore exemplaire, nous montrant des bénévoles récoltant de l'argent pour les pauvres diocèses. (Si les curés sont mal payés qu'ils fassent grève. Après les flics, on pourrait voir les prêtres défiler !)

La lutte contre l'ordre moral ne doit pas être la seule contre l'Eglise, car sinon nous continuerons à servir des intérêts qui nous échappent. Les anarchistes sont une expression du mouvement ouvrier, l'Eglise quoi qu'elle fasse ou dise en est l'ennemie. Contre la venue du pape, sur des bases consensuelles, on peut trouver les catholiques de gauche, les bourgeois anticléricaux, et nous n'en voulons pas ! Les libertaires ont un discours clair contre l'Eglise et la religion. Nous n'avons pas à participer aux guerres internes de l'Eglise, à aider les jésuites contre l'Opus Dei, ou à être mêlés à la recomposition de la gauche de la gauche…

Il n'y a pas de différence entre l'Etat et l'Eglise, le peuple entretient ceux qui au nom d'un objet supérieur, Dieu ou la Nation, le maintiennent en état de soumission au profit du capital.

CYRILLE GALLION
(groupe Berkman - Poitiers)

(1) Rouet est à la commission sociale des évêques. Il participe également à la réflexion sur la réduction du temps de travail.

Pistes bibliographiques

- *Religions et laicité dans l'Europe des douze*, sous la direction de Jean Baubérot, éditions Syros, 1994.
- *Le monde secret de l'Opus Dei*, Michael Walsh, éditions Pygmalion, 1994.
- In *les Cahiers du Libre examen*, n° 41, « Religions, Etat : les liaisons dangereuses », édité par le Cercle du Libre examen, avril-mai-juin 1995, Bruxelles.
- In *Golias Magazine* n° 42, mai-juin 1995, « Les Réseaux secrets de la nouvelle droite intégriste ».

NOTRE DERNIÈRE AFFICHE

En noir et blanc

3 F l'unité et 100 F les 100
(port compris)

SOMMAIRE

Page 1 : Y en a marre ! (suite p. 2), Manifestations anti-G7.
Page 2 : Y en a marre ! (suite de la « une »), Non au CAPES de religion !, La laïcité en danger, L'orphelinat.
Page 3 : La mascarade du Sidaction 96, Quatre jours après le Sidaction la France expulse un sidéén, Quand la gauche fume... elle oublie !, Le BVP met son veto à une pub d'Amnesty..
Page 4 : Internet : libertaire ou totalitaire ?, Bonaventure : portes ouvertes sur une pédagogie de l'autogestion.
Page 5 : A Los Arenalos construisons un futur au présent, Los Arenalejos : le chantier libertaire d'été, Chili, Rendez-vous .
Page 6 : Ce que parler veut dire, A la petite semaine : Les empoisonneurs, « Les Nationalités ont-elles le droit de vivre ? », Association, Pour une exposition de la vigilance.
Page 7 : « Idées révolutionnaires », Ciné sélection : « L'Arène du meurtre » d'Amos Gitaï, « Comment je me suis disputé »... (ma vie sexuelle) d'Arnaud Desplechin.
Page 8 : Les Églises... un danger d'actualité.